

ENTREPRISES

La contrefaçon coûte un milliard de DH au Budget

• Le phénomène représente 7% de la production mondiale

• C'est l'équivalent de 775 milliards de dollars/an

«UN fléau pour l'innovation et l'entreprise, en général». Devant un auditoire conquis, Fabrice Campoy, directeur général HP Afrique, commentait les dégâts financiers et économiques de la contrefaçon. Le groupe est lui-même attaqué par les fabricants des copies (presque parfaites) de consommables informatiques. Et en première ligne, les cartouches d'imprimantes qui sont un gros marché au Maroc et en Afrique sub-saharienne. HP mène d'ailleurs régulièrement des campagnes de sensibilisation.

Les chiffres de la contrefaçon sont à peine croyables! 7% de la production mondiale, soit l'équivalent de 775 milliards de dollars par an et des centaines de milliers d'emplois perdus. Avec des méthodes toujours plus complexes, l'industrie du

faux» progresse chaque année dans la maîtrise des process. Elle a aujourd'hui largement débordé son domaine originel, le tex-

mobile, les composants automobiles, etc. Les entreprises et les gouvernements qui perdent des revenus, tentent de riposter. Par

Pour contenir les réseaux de contrefaçon, il faut des actions coordonnées entre le secteur privé, l'administration des douanes, les Chambres de commerce et les autorités locales. L'interception des produits contrefaits à la douane est toute récente, après la

Entre 0,7 et 1,3% du PIB

SELON l'Office marocain de la propriété industrielle et commerciale (Ompic), le marché des produits de la contrefaçon est estimé entre 6 et 12 milliards de dirhams par an (0,7 à 1,3% du PIB). Principalement présente dans les secteurs des textiles, cosmétiques et électroniques. Rien qu'en 2014, la contrefaçon entraîne un manque à gagner de 1 milliard de dirhams de recettes fiscales pour le Budget de l'Etat. □



Des faux sacs Louis Vuitton saisis par les autorités et qui seront détruits. Les grandes marques de luxe de la maroquinerie sont parmi les plus copiées par les réseaux de contrefaçon (Ph. AFP)

tile-habillement et la maroquinerie de luxe pour envahir le médicament, la téléphonie

la sensibilisation, la répression, le durcissement de la réglementation et le renforcement de la protection de l'innovation. Au Maroc, l'Office de protection industrielle et commerciale (Ompic) a simplifié les procédures de dépôt des titres de propriété intellectuelle. Mais la bataille contre ce fléau va bien au-delà de la sécurisation juridique des brevets.

signature de l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis. Les Américains avaient tenu à ce que cette compétence soit reconnue à la Douane. C'est surtout l'offensive contre la sous déclaration qui a, par effet collatéral, touché les produits de contrebande aux frontières. En 2014, l'administration des douanes a saisi quelque 7,34 millions d'articles contrefaits pour une valeur de 105,6 millions de dirhams contre 3,3 millions de pièces d'une valeur de 92 millions en 2013. □

Q.D.

Le Maroc, un marché stratégique pour HP

Fabrice Campoy, directeur général HP Afrique, est intervenu à la conférence anti-contrefaçon à Casablanca. Pour le groupe, le marché marocain, deuxième sur le continent, est stratégique.

- L'Economiste: Que pèse le Maroc dans votre business

- Fabrice Campoy: Le Maroc est pour nous le 2e marché en Afrique après

le Nigéria. De plus, historiquement nous avons des liens très forts avec ce pays car nous nous sommes implantés ici depuis près de 20 ans. HP a une position de leader avec plus de 40%

des parts du marché sur la partie système d'information, 55% pour les imprimantes Laser et 75% en ce qui concerne les imprimantes jet d'encre. Donc, le Maroc est clairement un marché très stratégique pour nous.

- Etes-vous touché par la contrefaçon sur ce marché?

- Comparé au reste de l'Afrique, il s'agit du pays le moins impacté et de loin. Premièrement, parce qu'on a un réseau de distribution qui est très structuré. Ensuite, les autorités marocaines sont extrêmement mobilisées sur la question. On estime que seuls 10% des parts du marché sont impactées par contrefaçon en ce qui concerne HP.

- Comment évaluez-vous la coopération avec les autorités?

- En termes de collaboration, nous organisons des formations de renforcement de capacité avec les organismes de l'état (NDLR: Douane, Chambre de Commerce, etc.) de sorte qu'elles puissent réprimer au mieux ce phénomène. A côté, nous travaillons de plus en plus avec des équipes spécifiques, en interne, qui font de l'investigation et dont le métier est spécifiquement la lutte contre la contrefaçon et qui travaillent en collaboration avec les différents acteurs étatiques. □

Propos recueillis par
Quentin DEGROUX

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com